

# **Cahier des Clauses Techniques Particulières**

ADEME

STM – Service Transports et Mobilité

## **ASSISTANCE AU PILOTAGE DU PROGRAMME CEE- REMOVE**

## Table des matières

1.	Introduction .....	3
2.	Contexte et objectifs généraux .....	3
2.1.	Contexte général .....	3
2.2.	Le programme cee-REMOVE .....	4
2.2.1.	Les programmes CEE .....	4
2.2.2.	Le programme CEE REMOVE et son fonctionnement .....	5
3.	Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser .....	10
3.1.	Objectif .....	10
3.2.	Périmètre d'actions .....	10
3.3.	Assistance à la coordination des dispositifs .....	11
3.4.	La gestion administrative du programme .....	12
3.5.	La gouvernance .....	13
3.6.	L'appel à projets (AAP) .....	13
3.7.	La réflexion sur l'héritage de REMOVE « livrables champions » .....	15
4 -	Organisation et pilotage de la prestation .....	15
4.1.	Pilotage : encadrement et suivi de la prestation .....	15
4.2.	Calendrier .....	15
4.3.	Organisation de la prestation .....	16
4.4.	Livrables attendus .....	16
4.5.	Exigences .....	16

## 1. Introduction

Le présent cahier des charges s'inscrit dans le cadre de la consultation en vue de sélectionner le prestataire de l'ADEME, qui assurera l'assistance au pilotage du programme de certificat d'économie d'énergie (CEE) REMOVE

Il présente :

- Une description du contexte général ;
- Une description du Programme CEE - REMOVE et sa structuration ;
- Une description de la prestation (périmètre d'actions) ;
- L'organisation de la prestation (pilotage, modalités d'intervention, calendrier, livrables, logique de résultats) ;
- Les exigences de l'ADEME ;
- Les critères techniques, qualifications et expériences ;
- Eco-responsabilité.

## 2. Contexte et objectifs généraux

### 2.1. Contexte général

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) placé sous la tutelle du [ministère en charge de l'environnement](#), du [ministère en charge de l'énergie](#) et du [ministère en charge de la recherche](#).

Le secteur des transports est le deuxième secteur le plus consommateur d'énergie en France après le résidentiel-tertiaire avec 443 TWh consommés en 2020. Le transport routier représente 93% du pétrole consommé par l'ensemble des transports. En termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), le secteur des transports est le secteur qui émet le plus de gaz à effet de serre. Il représente 28,7% des émissions nationales en 2020.

Si la voiture particulière est la plus forte contributrice des émissions nationales de GES du secteur des transports, le transport routier professionnel de marchandises (camions, véhicules utilitaires légers) et le transport collectif de voyageurs (autocars et bus), ainsi que l'ensemble des véhicules utilitaires légers représentent 40% des émissions du secteur et des consommations énergétiques.

Pour la France, la stratégie nationale bas carbone vise la décarbonation complète du secteur des transports (à l'exception du transport aérien) à horizon 2050 avec comme point d'étape une réduction des émissions de GES de 28 % en 2030 par rapport à 2015. L'ambition sur la réduction de la demande énergétique du secteur est très grande, elle nécessite d'accroître substantiellement les efforts d'efficacité énergétique du transport et de la logistique. La SNBC cite le report modal des transports de marchandises vers les modes les plus économes en énergie et les moins émetteurs comme levier d'actions.

Ces résultats ne seront atteignables qu'en impliquant en même temps les donneurs d'ordre (chargeurs et commissionnaires) et leurs prestataires de transport (les transporteurs), afin qu'ils puissent agir individuellement sur leurs propres leviers, mais aussi collectivement dans le cadre d'actions collaboratives. En France, la part modale des transports terrestres de marchandises massifiés (fluvial et ferroviaire) reste faible puisqu'elle ne représente que 11,6% des tonnes-kilomètres, alors que le pays dispose des réseaux ferrés et fluviaux parmi les plus étendus d'Europe. Il y a nécessité de verdir les flottes de véhicules opérant sur ces infrastructures mais aussi de compléter la chaîne d'accompagnement au report modal notamment via la montée en compétence des donneurs d'ordre sur ces sujets. C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent programme. Ce report modal vers des modes massifiés doit s'accompagner d'actions pour rendre plus sobres les flottes des secteurs maritimes (cabotage et pêche), fluviales et ferroviaires ainsi que les engins de manutention associés.

Le Programme global REMOVE vise à :

- Accélérer le report modal des marchandises de la route vers un mode de transport massifié tel que le fleuve, le maritime (cabotage) et le fer ;
- Accompagner les acteurs vers une amélioration des performances énergétiques et environnementales de leurs flottes de transport massifié (fluviale, ferroviaire, cabotage maritime et pêche professionnelle) ainsi que des moyens de manutention associés.

Le présent programme, par le biais des actions de sensibilisation, de formation et d'accompagnement, sera un levier utile aux acteurs de la chaîne transport et logistique pour favoriser la transition énergétique et écologique, et contribuer ainsi à atteindre les objectifs ambitieux de la France en la matière.

## **2.2. Le programme CEE-REMOVE**

### **2.2.1. Les programmes CEE**

Le dispositif d'engagement volontaire LOG-te fait partie du programme REMOVE qui est financé par les certificats d'économies d'énergie (CEE).

Le dispositif des CEE, créé en 2005 par la loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique, constitue l'un des principaux instruments de la politique française de maîtrise de la demande énergétique.

L'ensemble des informations relatives au fonctionnement du dispositif des CEE sont détaillées sur le site Internet du ministère : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/cee>

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 a rendu possible la délivrance de certificats d'économies d'énergie dans le cadre de la participation financière à des programmes liés à la maîtrise de la demande en énergie lorsque les actions contribuent aux économies d'énergie et que celles-ci ne peuvent être aisément quantifiées.

Ainsi, l'article L. 221-7 du code de l'énergie prévoit que la contribution à des programmes d'information, de formation et d'innovation favorisant les économies d'énergie, ou portant sur la mobilité économe en énergies fossiles peut donner lieu à la délivrance de certificats d'économies d'énergie.

### **2.2.2. Le programme CEE REMOVE et son fonctionnement**

L'ADEME est porteur pilote du Programme CEE - REMOVE (Convention signée le 22 décembre 2022), dont l'objectif est d'encourager le report modal de la route vers le fer, le fleuve et la mer, ainsi que d'améliorer la performance énergétique des modes massifiés.

Le Programme REMOVE s'inscrit dans le cadre du dispositif des certificats d'économie d'énergie (arrêté du 25 mars 2022). Il vise à impulser une dynamique auprès des professionnels des transports et de la logistique dans la réduction de leur consommation énergétique et empreinte carbone. Plus précisément, il vise à accroître le report modal des marchandises de la route vers des modes de transports massifiés tels que le fleuve, le maritime (cabotage) et le fer, à faire muter des chaînes logistiques routières vers des chaînes massifiées et/ou multimodales et à intensifier/accompagner l'amélioration des performances énergétiques et environnementales des flottes du transport de marchandises fluvial, ferroviaire et maritime (cabotage et pêche) et moyens de manutention associés.

Le programme s'articule sur la mise en œuvre de deux dispositifs d'engagements volontaires (accompagnement sans financement) et sur la mise en œuvre d'appels à projets (AAP) :

- **Le dispositif LOG-te**, pour la Transition Énergétique des flottes de transport massifié et alternatives à la route (fluvial, ferroviaire, cabotage maritime et pêche professionnelle)
- **Le dispositif REMO** en faveur du REport MOdal du transport routier de marchandises vers les modes massifiés (fluvial, ferré et cabotage maritime) ;
- **AAP**, vise à apporter une aide financière auprès des acteurs ayant des projets de Report Modal, en basculant le fret de la route vers un mode massifiés

#### **2.2.2.1 Le dispositif LOG-te**

Le dispositif d'engagement volontaire « LOG-te » est une démarche globale et structurante pour les entreprises.

Cette démarche vise à :

- Optimiser l'amélioration énergétique des transports massifiés ferroviaires ;
- Fournir aux entreprises un cadre méthodologique cohérent, fiable et reconnu au niveau national ;
- Permettre aux entreprises signataires de la charte de valoriser leurs engagements en interne et en externe.

La charte relative au dispositif « LOG-te » est basée sur le volontariat. Cela signifie que, chaque entreprise signataire s'engage dans un plan d'action personnalisé, en vue d'atteindre une amélioration énergétique de son activité.

L'amélioration énergétique a de nombreux effets et cela permet :

- Une réduction de ses consommations d'énergie et ainsi (à isopérimètre d'activité) une meilleure rentabilité et compétitivité de l'entreprise ;
- Une meilleure gestion par la mise en place d'un tableau de bord de suivi ;
- Un engagement dans une démarche structurante et fédératrice, source de mobilisation et de motivation de l'ensemble du personnel ;
- Une démarche commercialement valorisable auprès des clients de plus en plus sensibles aux questions environnementales ;
- Une image d'entreprise moderne, respectueuse de l'environnement, et s'inscrivant dans une perspective de développement durable.

Le principe général de la charte d'engagements volontaires « LOG-te » est le suivant :

- Etablir un diagnostic initial en matière de consommation énergétique et de performance en matière de gaz à effet de serre sur une année de référence ;
- Définir un plan d'action visant à l'amélioration énergétique et de performance en matière de gaz à effet de serre ;
- Déterminer un objectif global d'amélioration énergétique sur une durée de 3 ans ;
- Signer une charte d'engagement volontaire avec l'ADEME ;
- Suivre annuellement les données de cet engagement et la mise en œuvre du plan d'actions au travers des outils fournis par l'ADEME.

#### A) Le secteur ferroviaire

Le dispositif LOG-te ferroviaire est composé des acteurs suivants : l'ADEME en tant que porteur pilote, l'UTP en tant que porteur associé, et les partenaires SNCF Réseau, le GNTC, l'AFRA et Objectif OFP. L'Etat est représenté par le Ministère de la Transition énergétique et le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

- L'ADEME apporte son expertise technique et méthodologique.
- L'UTP a la charge de piloter / coordonner l'animation du dispositif LOG-te pour le ferroviaire.
- Le GNTC, l'AFRA, SNCF Réseau et Objectif OFP participent également à la mise en œuvre de LOG-te ferroviaire.

On distingue au sein de LOG-te ferroviaire deux types d'engagement : un engagement sur la traction et la manœuvre ferroviaire, l'autre sur la manutention ferroviaire (incluant la manutention dans le cadre du transport combiné rail route et/ou fleuve route et tout autre manutention dans le cadre d'opérations de transport ferroviaire en conventionnel).

L'engagement LOG-te ferroviaire traction et manœuvre comprend des outils d'engagements et des fiches actions spécifiques.

L'engagement LOG-te manutention comprend des outils d'engagement et des fiches actions identiques à ceux de LOG-te manutention maritime/portuaire.

### B) Le secteur fluvial

Le dispositif LOG-te fluvial est composé des acteurs suivants : l'ADEME en tant que porteur pilote, Entreprises Fluviales de France (E2F) et Voies navigables de France (VNF) en tant que porteurs associés, et la Communauté portuaire de Paris (CPP) en tant que partenaire technique. L'Etat est représenté par les Ministères de la Transition énergétique et de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

- L'ADEME apporte son expertise technique et méthodologique.
- VNF et E2F ont la charge de piloter / coordonner l'animation du dispositif LOG-te pour le fluvial.
- La CPP est partenaire technique du dispositif.

On distingue au sein de LOG-te fluvial deux types d'engagement : un engagement sur le fret fluvial (transport de marchandises), l'autre sur le fluvial passagers (transport de personnes).

### C) Le secteur maritime

Le dispositif LOG-te maritime / portuaire est composé des acteurs suivants : l'ADEME, la Coopération maritime, l'UNIM, l'UPF, la FFPM et Wind Ship. L'Etat est représenté par les ministères de la Transition énergétique et de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

#### **2.2.2.2 Le dispositif REMO :**

Le dispositif d'engagement volontaire « REMO » est une démarche globale et structurante pour les entreprises.

Cette démarche vise à :

- Optimiser l'amélioration énergétique des transports par recours au report modal de la route vers les modes massifiés ;
- Fournir aux entreprises un cadre méthodologique dans lequel, elles pourront être accompagnées à fixer le potentiel théorique de report modal et accompagnées à la mise en œuvre opérationnelle ;
- Permettre aux entreprises signataires de la charte de valoriser leurs engagements en interne et en externe.

La charte relative au dispositif « REMO » est basée sur le volontariat. Cela signifie que, chaque entreprise signataire s'engage, en vue d'atteindre une amélioration énergétique de son activité.

Le dispositif REMO est structuré en 4 étapes

#### A) Phase de sensibilisation

Les entreprises adhérentes (AUTF, FNTR, OTRE, TLF) vont être sensibilisées aux programmes REMOVE et à son dispositif REMO, ainsi qu'aux fondamentaux du transport massifié (ferroviaire et fluvial).

A l'issue de la sensibilisation, chaque entreprise signera une « attestation de sensibilisation »

Si l'entreprise souhaite aller plus loin dans le dispositif REMO, elle s'oriente vers le secteur qui l'intéresse par le biais du contact sectoriel.

B) 1<sup>ère</sup> phase d'accompagnement « préparation du dossier d'engagement »

Prise de contact de l'entreprise avec l'acteur sectoriel concerné et signature de la lettre d'adhésion pour bénéficiaire d'un accompagnement dans l'optique de l'engagement.

Cette première phase d'accompagnement de l'entreprise par le secteur, par le biais de bureau d'étude, comprend notamment les éléments suivants :

- Un échange préliminaire pour déterminer le niveau d'accompagnement dont a besoin l'entreprise sensibilisée et ayant manifesté un intérêt pour le report modal.
- La transmission de données et indicateurs afin d'établir la situation de référence de son activité transports (en t.km, en GES émis, en kWh consommés)
- L'analyse des flux et identification des flux éligibles au report modal déterminant le niveau d'engagement
- La nomination d'un Chef de projet interne à l'entreprise

C) Soumission et validation du dossier d'engagement

L'entreprise s'engage, sur la base des éléments suivants, à :

- Confirmer sa volonté de mettre en œuvre des actions de report modal
- Viser l'objectif de transférer 15% des flux éligibles
- Réaliser un bilan intermédiaire et un bilan final

Signature d'un accord « d'engagement volontaire » à l'issue de cette étape, si validation par le jury

D) 2<sup>ème</sup> phase d'accompagnement « mise en œuvre du dossier engagement »

Cette deuxième phase d'accompagnement de l'entreprise par le secteur, par le biais de bureau d'étude, comprend notamment les éléments suivants :

- Formation de l'entreprise selon son besoin
- Mise à jour du schéma de transport intégrant les flux éligibles
- Aide à la préparation de la mise en œuvre opérationnelle du projet de Report Modal
- Bilan intermédiaire à 6 mois
- Bilan final à 15 mois

### 2.2.2.3 La plateforme REMOVE

Le programme REMOVE vise à permettre le déploiement d'une plateforme d'échanges de données pour les acteurs de la chaîne de transport et de la manutention, notamment dans un objectif de pouvoir être compatible avec les objectifs CEE, c'est-à-dire générer des gains énergétiques.

Chaque acteur engagé volontairement dans l'un des dispositifs (REMO ou LOG-te) devra utiliser, de façon autonome ou en lien avec le bureau d'études qui l'accompagne, la plateforme pour renseigner le profil de l'entreprise, sa situation initiale de référence et les objectifs visés, qui seront mis à jour lors des points intermédiaires.



#### 2.2.2.4 Le programme CEE – REMOVE repose sur les parties prenantes suivantes

- L'ADEME en tant que porteur pilote ;
- Les services de l'Etat : DGEC et DGITM ;
- Les financeurs dits « obligés » : Total Energie, EDF, Engie, Distridyn ;
- Le secteur fluvial : VNF, E2F, CPP, dont VNF en tant que porteur associé ;
- Le secteur ferroviaire : UTPF, GNTC, AFRA, SNCF Réseau, Objectif OFP, dont UTPF en tant que porteur associé ;
- Le secteur maritime : Coopération Maritime, FFPM, UNIM, Windship, dont Coopération Maritime en tant que porteur associé ;
- Les opérateurs des transports routiers et les chargeurs : FNTR, OTRE, TLF, AUTF ;
- Les prestataires en lien avec l'ADEME ou les secteurs.

Ce programme s'appuie sur une convention cadre liant le porteur et les porteurs associés à l'Etat et à l'obligé financeur. Cette convention définit les objectifs du programme et des modalités de mise en œuvre (financement, rôle, engagement et responsabilités des parties prenantes, gouvernance, procédure de « reporting », ...).

Le porteur pilote et les porteurs associés reçoivent des fonds des financeurs du programme pour mettre en œuvre une série d'actions bien identifiées.

Sa gouvernance assure une identité et un pilotage propre à chacun des dispositifs, tout en ayant pour objectif de garantir la transparence et de favoriser le développement de collaborations entre les différentes catégories d'acteurs et d'assurer des passerelles et de la cohérence entre les dispositifs. Il est composé des comités suivants :

- Le comité de pilotage (COPIL)

Dans le respect des dispositions de la convention initiale, le comité de pilotage pilote et contrôle la mise en œuvre du programme. Il a pour mission de traiter les sujets communs à tous les dispositifs et principalement de :

- Décider des orientations stratégiques ;
- Valider les décisions transversales à l'ensemble des dispositifs ;
- Définir la communication globale du programme ;
- Contrôler la mise en œuvre du programme ;
- Valider les appels de fonds du porteur pilote auprès du financeur et suivre les principaux indicateurs de pilotage du programme ;
- Établir un bilan annuel des actions menées dans le cadre du programme et un bilan du programme en fin de Convention.

- Le comité opérationnel (COMOP)

Les COMOP sont au nombre de cinq :

- REMO
- LOG-te fluvial
- LOG-te ferroviaire
- LOG-te maritime
- Transversal

Dans le respect des dispositions des articles 2 et 3 de la convention initiale, les missions des comités opérationnels sont les suivantes :

- Suivre le dispositif concerné et ses objectifs ;
  - Préparer les réunions du comité de pilotage ;
  - Préparer les bilans annuels de la mise en œuvre du dispositif concerné ;
  - Pour les membres des COMOP faisant partie du jury (composition à définir en cours de programme), statuer, pour chaque dispositif sur les dossiers de labellisation des entreprises et sur les exclusions éventuelles d'entreprises (basées sur des faits concrets et vérifiables) ;
  - Lancer et mettre en œuvre les travaux nécessaires en vue de mettre à jour et de faire évoluer les méthodologies et outils du dispositif concerné ;
- Proposer au comité de pilotage les actions transversales entre les dispositifs du Programme.

### **3. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser**

#### **3.1. Objectif**

La prestation consiste à assister l'ADEME dans le cadre de son rôle et de ses engagements pris en tant que porteur pilote du programme REMOVE. Sous son autorité, l'ADEME donnera ainsi mandat au candidat retenu, d'exercer en son nom et pour son compte la mission d'assistance au pilotage, dont le périmètre est défini ci-dessous.

#### **3.2. Périmètre d'actions**

Le programme REMOVE, pour lequel l'ADEME est porteur pilote, devait s'arrêter initialement le 31 décembre 2025 (fin de la convention initiale), mais il a bénéficié d'une prolongation de 24 mois (du 01/01/26 au 31/12/27).

L'ADEME, en lien avec les différents porteurs et partenaires du programme, a travaillé, sous le format d'atelier, à définir le contenu de l'avenant à la convention de mise en œuvre du programme, en réactualisant les objectifs opérationnels et les budgets associés.

Au travers ce marché, l'ADEME entend sélectionner un prestataire, afin de l'assister dans son rôle de porteur pilote du programme CEE – REMOVE. Le prestataire, sous le contrôle de l'ADEME, aura pour mission d'assurer le suivi et de veiller à la bonne mise en œuvre des actions inhérentes au programme CEE - REMOVE et ce dans le respect du budget.

L'ADEME restera porteur pilote du programme et toutes les informations devront lui être remontées, afin qu'elle puisse veiller à la bonne coordination entre les actions réalisées et le budget associé, et le cas échéant, valider les réajustements opérationnels basés sur le retour d'expérience des porteurs et partenaires, qui ont été précisés précédemment.

Les actions pour lesquelles le prestataire assistera l'ADEME consisteront en un support sur :

- La coordination des dispositifs (REMO & LOG-te)
- La gestion administrative du programme
- L'assistance à la gouvernance du programme
- L'appel à projets (AAP – REMOVE)
- La réflexion sur l'héritage de REMOVE (livrables champions)

### **3.3. Assistance à la coordination des dispositifs**

Pour le secteur fluvial, VNF est le partenaire concerné pour le dispositif REMO, tandis que pour le dispositif LOG-te, les partenaires concernés sont E2F et de CPP.

Pour le secteur ferroviaire, le GNTC et l'AFRA sont les partenaires concernés pour le dispositif REMO, tandis que pour le dispositif LOG-te, les partenaires concernés sont AFRA, Objectif OFP et le GNTC.

Pour le secteur maritime, Wind Ship est le partenaire concerné pour le dispositif REMO, tandis que pour le dispositif LOG-te, les partenaires concernés sont FFPM (pilotes) et UNIM (manutention portuaire),

#### **1) La coordination des dispositifs : REMO & LOG-te**

Sous le contrôle de l'ADEME, le prestataire aura pour mission d'assurer le suivi et de veiller à la bonne mise en œuvre des actions inhérentes à chacun des secteurs, tout en étant en lien avec les partenaires sectoriels concernés, ainsi que de veiller au suivi budgétaire en lien avec le partenaire référent pour chacun des secteurs.

Ainsi, il est attendu à ce que le prestataire assure :

- Le suivi de l'état d'avancement des sensibilisations et de l'atteinte des objectifs : en lien avec les partenaires concernés (par exemple pour REMO : AUTF, FNTR, OTRE, TLF // pour log-te avec les prestataires sectoriels), le prestataire devra veiller à ce que les objectifs partenaires soient atteints et il aura aussi en charge avec l'ensemble des acteurs des dispositifs, de veiller à la valorisation et la mise à jour de ces sensibilisations et des supports associés ;
- Le suivi de l'état d'avancement des accompagnements et de l'atteinte des objectifs : les secteurs ont fixé des objectifs en matière d'accompagnement et à ce titre le prestataire devra veiller à ce que ces objectifs soient atteints, mais également dans le cas d'une situation d'inertie, le prestataire en lien avec les secteurs, devra proposer des solutions pour optimiser et rendre plus performant les process, tout en respectant le budget consacré par chacun des secteurs ;
- L'évaluation des accompagnements : à partir du retour d'expérience des secteurs en matière d'accompagnement, le prestataire devra veiller à la pertinence des accompagnements proposés, et à défaut, le prestataire sollicitera les secteurs, afin qu'ils puissent ajuster les accompagnements pour qu'ils puissent répondre aux besoins de la typologie des acteurs accompagnés (transporteurs, commissionnaires ou chargeurs).

#### **2) Les actions connexes**

En complément des deux dispositifs, des actions inhérentes aux secteurs en lien avec le report modal et le verdissement des modes massifiés proposés par les secteurs et validés en COMOP. A ce titre, le prestataire devra veiller au suivi, notamment administratif et financier, ainsi qu'au bon déroulement des actions connexes du programme dans l'optique de valoriser ces actions (instrumentation, formation écoconduite, les cahiers techniques, les formations au fluvial et au ferroviaire ...).

### 3) La plateforme SI

Via la plateforme, le prestataire aura pour mission de veiller au suivi administratif des entreprises qui s'engagent volontairement dans le dispositif REMO ou LOG-te (attestation de sensibilisation / lettre adhésion / lettre engagement). En outre, concernant ces entreprises, le prestataire aura la charge de veiller à l'actualisation des Datas remontées régulièrement par les entreprises pour attester de l'atteinte de leurs objectifs et de la mise en place de leurs engagements. (REMO ou LOG-te), ainsi que d'en faire le suivi lors des étapes intermédiaires de l'engagement, afin que chaque entreprise respecte ses obligations.

➤ **Plusieurs livrables sont attendus :**

- Rapport synthétique compilant les avancées des dispositifs d'engagement (REMO & LOG-te) ;
- Tableur de suivi des objectifs inhérents aux dispositifs : REMO & LOG-te ;
- Tableur de suivi budgétaire inhérents aux actions sectorielles au sein de chaque dispositif ;
- Rapport synthétique compilant les avancées et la dynamique de chaque dispositif ;
- En cas d'inertie sur la dynamique des dispositifs, présenter une synthèse à faire remonter auprès de l'ADEME (porteur pilote) ;
- Collecter les data nécessaires pour réaliser le bilan et l'évaluation du programme ;
- Collecter les data et proposer des supports devant servir à structurer les livrables champions.

### 3.4. La gestion administrative du programme

En matière de gestion administrative le prestataire devra assurer les tâches suivantes :

- La participation et le secrétariat des différents comités du programme ;
- Le suivi des actions et de l'activité du programme. Il s'agira de consolider le suivi de chaque dispositif, afin d'être en mesure d'avoir à tout moment un récapitulatif des actions réalisées, notamment en vue de la préparation des comités opérationnels et des comités de pilotages ;
- Assurer la coordination et l'encadrement de l'équipe interne du prestataire impliquée dans l'assistance au pilotage du programme REMOVE ;
- Veiller à mettre en œuvre les orientations stratégiques, techniques et méthodologiques fixées par les comités de pilotage ou les comités opérationnelles ;
- Piloter la rédaction des différents rapports à transmettre à l'ADEME.

L'ADEME transmettra les supports qui auront déjà été élaborés (format WORD, PPT et PDF).

➤ **Plusieurs livrables sont attendus :**

- Les comptes-rendus des échanges entre le prestataire et les partenaires ;
- Tableau de suivi des objectifs pour chacun des deux dispositifs : REMO & LOG-te ;
- Tableau de suivi consommation budgétaire pour l'ensemble du programme ;
- Compte rendu synthétique faisant état de la dynamique d'avancement.

### 3.5. L'assistance à la gouvernance du programme

Le programme CEE - REMOVE prévoit l'organisation de COPIL (semestriel) et de COMOP (trimestriel).

Sous la responsabilité de l'ADEME, dans le cadre de cette prestation il est prévu d'attribuer une mission spécifique au prestataire en lien avec la gouvernance. En effet, dans la perspective de l'organisation de ces points étapes : COPIL et COMOP, le prestataire aura pour mission, en coordination avec l'ADEME et sous la responsabilité du chef de projet du programme, de préparer les éléments nécessaires à structurer l'organisation de ces réunions essentielles au bon déroulement du programme.

L'ADEME transmettra l'historique des COPIL et des COMOP (format PPT et PDF).

➤ **Plusieurs livrables sont attendus :**

- Préparer les supports de présentation des COMOP et des COPIL
- Préparer les comptes rendus des réunions COMOP et COPIL

### 3.6. L'appel à projets (AAP) REMOVE

L'organisation de la mission confiée au prestataire sera structurée par une prestation dite « **unitaire** » (**bons de commande**).

(Il n'est pas prévu plusieurs relèves comme le précédent AAP. Cependant, le cas échéant si cela devait arriver, cela devrait faire l'objet d'un avenant auprès du titulaire de la prestation, étant donné qu'il y aurait de nouvelles candidatures à l'AAP).

Présentation de la prestation dite "unitaire" de l'AAP

Le futur appel à projets sera publié courant septembre/octobre, par conséquent il n'y a pas encore de visibilité à ce sujet : nombre de dépôts de candidature ou encore le potentiel de lauréats.

Cette phase sera composée de plusieurs étapes :

- 1<sup>ère</sup> étape : « instruction » -> Dans le cadre de cette prestation unitaire, l'ADEME transmettra à la clôture de l'appels à projets l'ensemble des candidatures, ce qui permettra d'évaluer le temps global à consacré à l'instruction, 1<sup>ère</sup> étape de cette phase unitaire.

Ces candidatures seront instruites, sur la base du cahier des charges de l'appel à projets, comprenant notamment les critères d'éligibilités et autres obligations inhérentes au système d'aide de l'ADEME (le cas échéant, les dossiers non conformes et ne répondant pas à ces critères seront éliminés lors de cette phase).

- 2<sup>ème</sup> étape : « atelier sectoriel » -> Après l'instruction, le rapport d'instruction et les candidatures jugées éligibles seront communiqués auprès des secteurs pour porter à connaissance. Ensuite, il sera organisé des ateliers sectoriels (fluvial, ferroviaire ou maritime), afin de déterminer quelle suite à donner à ces dossiers jugés éligibles lors de l'instruction :
  - Soit dossier admissible pour passage devant un jury : "candidats certains" ;
  - Soit demander des précisions avant validation pour passage devant un jury : "candidats incertains"

- 3<sup>ème</sup> étape : « relance des candidats incertains » -> Si les ateliers sectoriels émettent des doutes sur des projets jugés éligibles lors de la phase d'instruction (aspect opérationnel, technique ou financier, ...), le prestataire, en lien avec le secteur, aura la charge de programmer un temps d'échange avec les candidats, afin de vérifier et de lever ces freins.
- 4<sup>ème</sup> étape : « comité expert sectoriel » -> Cette étape vise à valider ou non le passage en jury des dossiers des candidats incertains, qui auront été remis en question lors des ateliers sectoriels (aspect opérationnel, technique ou financier). Le prestataire devra apporter devant le comité d'expert les réponses aux incertitudes ayant été relevées lors des ateliers sectoriels.
- 5<sup>ème</sup> étape : « jury pour lauréats » -> Les dossiers jugés éligibles lors des ateliers sectoriels et des comités d'expert sectoriel seront évalués par les jurys. A l'issue de ces jurys, il sera déterminé si ces dossiers sont nommés lauréats ou non.

Chaque étape fera l'objet d'un bon de commande.

Sous la responsabilité de l'ADEME les tâches attendues sont notamment celles-ci :

- Assurer l'instruction des candidatures à l'AAP REMOVE : faire l'évaluation des dossiers de candidature, afin d'en déterminer les lauréats sur la base des critères d'éligibilités inhérent au cahier des charges de l'appel à projets. Si le dossier de candidature répond aux critères d'éligibilité, mais qu'il est imprécis sur certains aspects (opérationnel, technique, financier, ...), le prestataire pourra mener des échanges pour clarifier ces éléments ;
- En coordination avec l'ADEME, déterminer l'organisation et le fonctionnement du jury de l'AAP ;
- Contribuer, sous la responsabilité de l'ADEME, au jury de sélection des lauréats ;
- Collecter les data visant à préparer le communiqué de presse de l'ADEME ;
- Coordonner avec la partie communication, la mise en avant des lauréats par de la valorisation (retour d'expérience, partage de bonnes pratiques, créer une communauté ...) ;
- Le prestataire contribuera aux ateliers sectoriels et aux comités d'expert sectoriel, ainsi qu'à la relance des dossiers imprécis le cas échéant.

➤ **Plusieurs livrables sont attendus :**

- Tableur d'analyse relatif aux instructions (dossiers éligibles et dossiers non éligibles) ;
- Rapport de suivi des ateliers sectoriels ;
- Rapport des échanges lors de la relance des candidats incertains ;
- Support de présentation pour l'organisation des jurys ;

### 3.7. La réflexion sur l'héritage de REMOVE « livrables champions »

Dans l'optique de la fin du programme, et afin d'accompagner l'ADEME dans la réalisation du bilan du programme CEE – REMOVE, le prestataire accompagnera l'ADEME dans cet objectif, notamment au travers de livrables champions.

Dans le cadre de la doctrine des programmes CEE établie par la DGEC, les « livrables champions » désignent effectivement les livrables à impact durable, qui doivent perdurer au-delà de la durée du programme, et font partie des obligations du porteur.

Selon la doctrine, tout programme doit produire des livrables capitalisables et durables, destinés à être réutilisés, diffusés ou intégrés dans des politiques publiques ou pratiques professionnelles, et remis à la DGEC/ADEME à la clôture.

➤ **Plusieurs types de livrables sont notamment possibles :**

- Des rapports de synthèse ou guides techniques,
- Des outils numériques (simulateurs, calculateurs, plateformes pédagogiques),
- Des contenus de formation (e-learning, modules, vidéos),
- Des supports de communication ou de vulgarisation (fiches, affiches, podcasts).

## 4 - Organisation et pilotage de la prestation

### 4.1. Pilotage : encadrement et suivi de la prestation

#### Responsable de la prestation

Le prestataire désignera un interlocuteur (responsable de la prestation) qui veillera de la bonne exécution de l'accord-cadre et rendra compte des prestations effectuées à l'ADEME.

#### Pilotage de la prestation par l'ADEME

Côté ADEME, sous l'autorité de Maeva THOLANCE – Cheffe de service STM et Présidente du comité de pilotage du programme CEE - REMOVE - [maeva.tholance@ademe.fr](mailto:maeva.tholance@ademe.fr) (+33 4 93 95 68 49), la prestation sera pilotée par M. Pierre LUPOGLAZOFF en sa qualité de chef du programme REMOVE - [pierre.lupoglazoff@ademe.fr](mailto:pierre.lupoglazoff@ademe.fr) (+33 1 47 65 20 88).

### 4.2. Calendrier

La durée totale de l'accord-cadre sera de 24 mois, dont 6 mois (dit d'atterrissage) nécessaires à l'ADEME et au prestataire pour solder les actions et les budgets inhérents au programme REMOVE.

La prestation devra commencer à partir de l'entrée en vigueur de l'avenant (01/01/26) et se terminera à l'échéance prévue par cet avenant (31/12/27).

L'ADEME fournira les éléments issus d'une enquête flash inhérente au programme CEE – REMOVE, dans lequel il est précisé la période à laquelle les actions devront cesser d'être lancées, afin d'être en conformité avec la date de fin « 31/12/27 ».

### 4.3. Organisation de la prestation

La mission est portée par l'ADEME. Elle sera pilotée par le Service Transports et Mobilité (STM) par l'intermédiaire d'un comité de suivi interne. Le comité de suivi et le prestataire se réuniront a minima une fois par mois (01h30) pour faire un point sur le suivi des actions inhérentes à la présente prestation.

Des réunions pourront néanmoins être organisées plus fréquemment en cas de besoin. Les réunions se tiendront en visioconférence.

Ces réunions de suivi auront aussi pour objectif de communiquer, de répondre aux interrogations et de faire remonter le cas échéant le besoin d'ajustement des actions sectoriels.

Le prestataire organisera avec l'ADEME une réunion dédiée à la restitution des résultats finaux.

Le candidat retenu, devra, dans l'organisation des réunions et les contacts avec les partenaires, privilégier au maximum les systèmes de visio, audio ou web conférences, ainsi que le courriel. Lors de ses déplacements aux réunions avec l'ADEME ou pour le COPIL, il s'agira d'utiliser en priorité les transports collectifs sauf avion (train, bus, ...).

### 4.4. Livrables attendus

Les livrables attendus sont énumérés dans la partie 3 du présent cahier des charges.

Le prestataire fournira à l'ADEME un ordre du jour en amont et un compte-rendu en aval de toutes les réunions inhérentes à l'organisation du programme REMOVE (COPIL & COMOP).

Il est prévu trois rapports d'avancement constitués des documents de synthèse devant servir de préparation pour les COPIL, des comptes-rendus des COPIL semestriels avec le cas échéant une remontée écrite d'éventuelles difficultés rencontrées.

Les résultats (bilan du programme et livrables champions) doivent être restitués de manière la plus pédagogique possible.

L'ensemble des livrables sera remis en format numérique modifiable (Word, PPT, Excel) et en format PDF.

Le prestataire s'engage à fournir des livrables de qualité irréprochable en matière de rédaction (orthographe, grammaire, syntaxe, mise en forme).

### 4.5. Exigences

Le titulaire du marché devra être en mesure :

- De mobiliser une équipe opérationnelle à la notification du marché (pour début janvier 2026) ;
- D'assurer les actions de façon neutre et indépendante : les contacts avec les partenaires du programme REMOVE restant dans le cadre du périmètre d'actions du programme et ne peut en aucun cas être l'occasion de réaliser des démarches commerciales de quelques formes que ce soit ;
- De prendre les dispositions adéquates pour garantir une continuité de service pour toutes absences prévues ou imprévues ;
- D'avoir une équipe réactive aux demandes des membres des différents comités constituant le programme REMOVE.

L'attention du candidat est attirée à la fois sur la charge de travail correspondante et sur la nécessité de fournir dans les délais la prestation demandée.